



Comité de pilotage

CIC - CIB

24 septembre 2015

SOMMAIRE

- Suivi des décisions du précédent COPIL
- Actualités
- Suivi du plan d'action ministériel « CIF » 2014-2016
 - Volet CIC - Etat
 - Volet CIB – Etat
 - Volet SIFm – Etat
 - Volet CIB / CIC – Opérateurs
 - Volet maîtrise des risques comptables et financiers – EPLE

SUIVI DES DECISIONS DU COPIL DU 2 AVRIL

■ CIC

- (ok) Diffusion de la NEC 2014 aux académies
- (ko) Organisation d'un temps de partage « référents promoteurs » => Décalé au séminaire CIC : un atelier prévu
- (ok) Demandes complémentaires pour l'enquête CIC
- (ko) Précision du référentiel « indemnités servies en établissements » => A instruire
- (ok) installation d'un « comité de suivi CIC» avant mi-juin

■ CIB

- (à lancer) chantier CBCM-DAF d'analyse du niveau de fiabilité de la comptabilité budgétaire => Décalage

■ CIC/CIB des opérateurs

- (ok) transmission du rapport (date à définir) à la Cour des Comptes
- (ko) Transmission de la base de données à la DGESIP et de données individuelles aux CBA => Fragilités dans la base de données

ACTUALITÉS – CONTRÔLE INTERNE COMPTABLE

- Orientations relatives au contrôle interne comptable (DGFIP) – Etat
 - Traitement prioritaire des fragilités sur le(s) processus comptables à enjeux du ministère (demande d'attention particulière sur les rémunérations, le parc immobilier, les interventions ; et, globalement, le reporting) et optimisation du ciblage des risques

- Audit externe : Cour des Comptes en académies
 - Questionnaire NEC + audits CIC à Créteil, Lille, Nice, Poitiers
 - Audit Cour des Comptes sur les habilitations à CHORUS

- Audit interne
 - Rapport « Indemnités de jurys et remboursement des frais de déplacement des jurys de concours et d'examens nationaux de l'éducation nationale »
 - Rapport de suivi de l'audit « Bourses de l'enseignement supérieur »
 - Lancement de l'audit interne « charges à payer »
 - C.M.A.I.



Suivi du plan d'action ministériel

Contrôle interne financier

2014 - 2016

VOLET CONTRÔLE INTERNE COMPTABLE



- Echange sur le niveau de réalisation
 - Rappel des objectifs du PAM 2014-2016
 - Diapos suivantes : résultats de l'enquête du 7 septembre

- Echange sur les événements à prendre en compte
 - Audits Cour (incitent à des développements locaux) et audits internes (incitent à de nouveaux RCIC)
 - Difficultés rencontrées / remontées académiques (enjeu de renforcement de l'existant)
 - Changements organisationnels / réglementaires

- Points à valider
 - « **Socle CIC** » : Maintien / adaptation de l'objectif ? Maintien / nouveau périmètre pour les exercices d'auto-évaluation ?
 - Nouveaux outils de CIC (vs) **revue des outils existants**, en particulier cotation des risques, reporting sur les contrôles de supervision et documents probants
 - Diffusion des RCIC « fin de fonction (...) » et « AT/MP »
 - Contenu de la réponse à la Cour (questionnaire NEC)

VOLET CONTRÔLE INTERNE COMPTABLE



■ Chiffres clé issus de l'enquête

Niveau de
déploiement des
AMR clés déclarés
dans G2P par les
académies au 7
septembre 2015

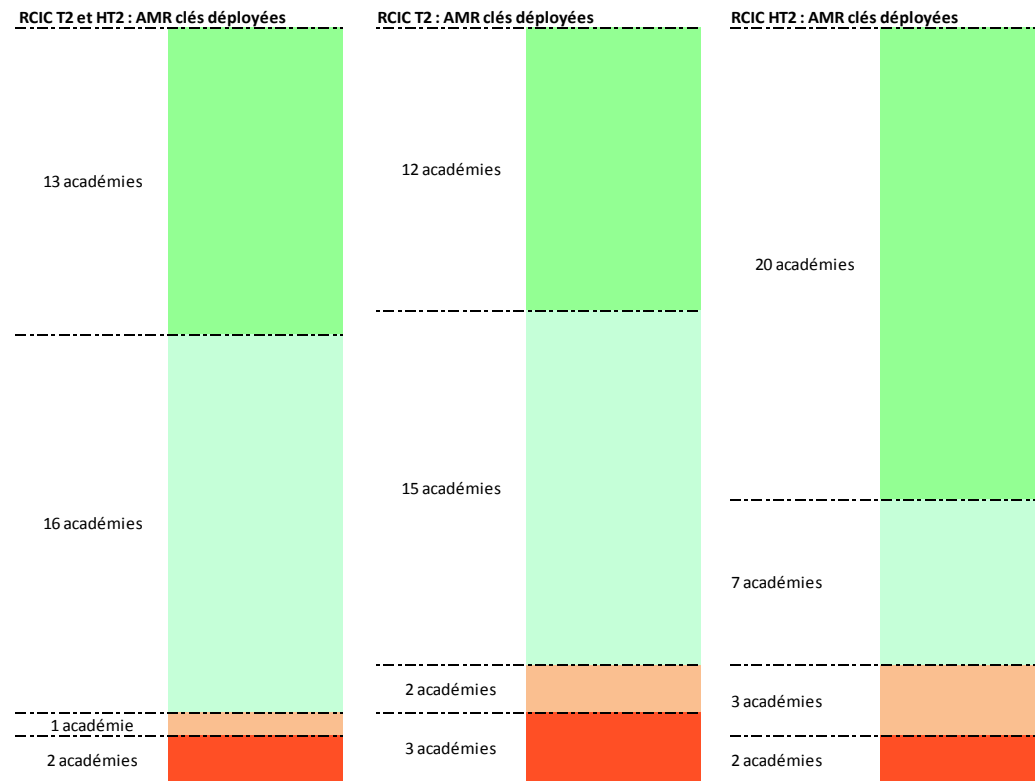
A l'attention des
seuls membres du
COPIL

ACADEMIES	T2	HT2
Créteil	94%	94%
Lille	95%	91%
Caen	91%	93%
Rennes	100%	77%
Lyon	88%	78%
Guadeloupe	81%	83%
Limoges	82%	81%
Poitiers	76%	87%
Orléans-Tours	65%	91%
Bordeaux	57%	98%
Versailles	70%	83%
Paris	68%	83%
Toulouse	64%	86%
Nantes	60%	88%
Nancy-Metz	80%	68%
Amiens	65%	76%
Montpellier	55%	80%
Grenoble	65%	66%
Reims	61%	69%
Clermont-Ferrand	79%	36%
Martinique	39%	74%
Nice	42%	70%
Rouen	58%	54%
Dijon	55%	57%
Guyane	66%	45%
Besançon	37%	71%
Aix-Marseille	45%	57%
Corse	81%	9%
Strasbourg	51%	37%
La Réunion	5%	71%
Polynésie	0%	34%
Mayotte	4%	0%
Moyenne	62%	68%

VOLET CONTRÔLE INTERNE COMPTABLE



Feuille de route : AMR clés



Notons, tout d'abord, que cette analyse du déploiement exclut les activités de maîtrise de risques (AMR) qui ont été déclarées « non concernées » dans G2P.

Il est possible d'observer le passage de plusieurs académies en « zones bleue et verte ».

Sur le titre 2 : 12 académies se situent au-dessus de 70% (dont 4 au-dessus de 90%) de taux moyen de déploiement, contre 9 en mai 2015. 3 académies ont quitté la « zone rouge » entre mai et septembre.

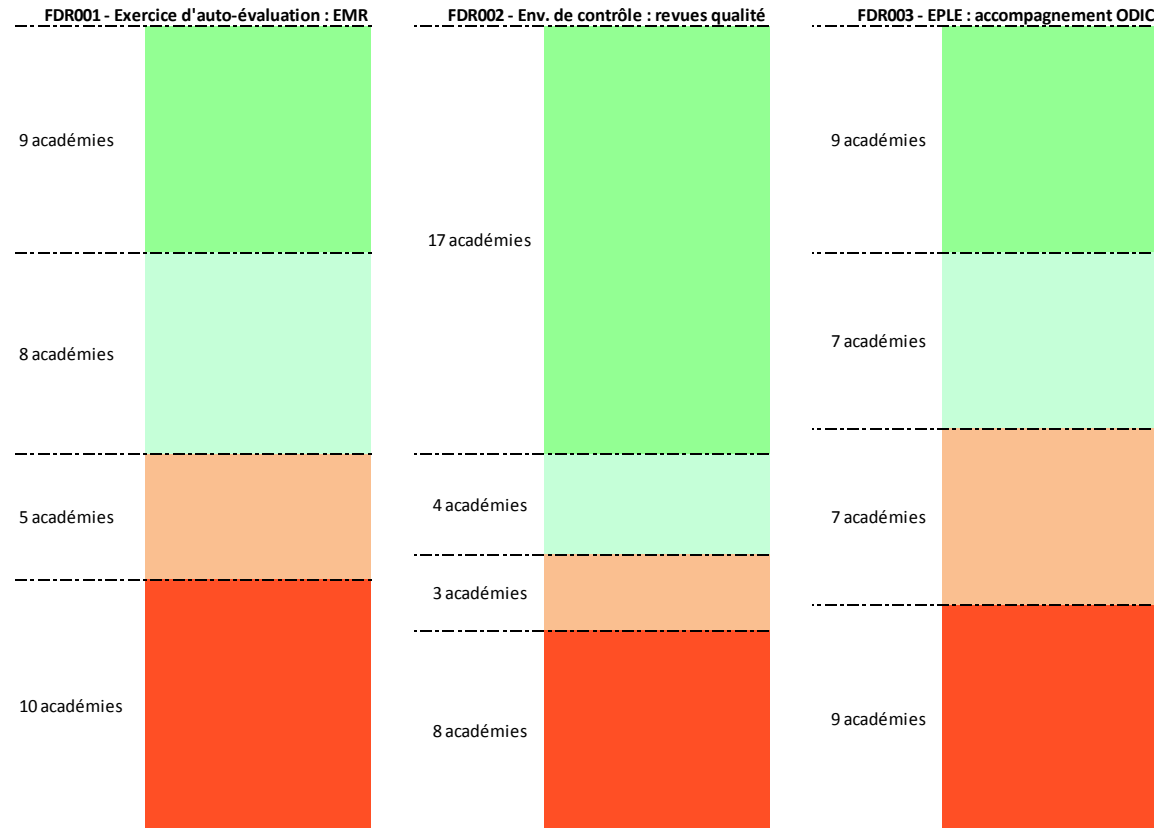
Sur le hors titre 2 : 20 académies se situent au-dessus de 70% (dont 5 au-dessus de 90%) de taux moyen de déploiement, contre 16 en mai 2015. 4 académies ont quitté la « zone orange » entre mai et septembre.



VOLET CONTRÔLE INTERNE COMPTABLE



Feuille de route : Autres éléments



FDR001 : Ainsi, par rapport à la représentation graphique de mai, il est possible d'observer que les académies situées dans les zones verte et bleue sont plus nombreuses. Sur les 9 académies situées en « zone verte », 8 d'entre elles ont mis en place l'exercice d'« échelle de maturité de gestion des risques » préconisé par la feuille de route académique du 23 octobre 2014¹. 10 académies se situent dans la « zone rouge », contre 16 au mois de mai. En excluant les 10 académies n'ayant pas déployé l'action, le taux moyen global est de 65%.

FDR002 : 17 académies se situent au-dessus de 70% de niveau de déploiement, contre 11 en mai 2015. Parmi celles-ci, 10 déclarent avoir complètement réalisé l'action. La zone rouge a diminué quant à elle, passant de 12 académies à 8 en septembre 2015. 6 académies présentent un taux de déploiement nul. Le taux moyen global de déploiement (hormis les 6 académies susmentionnées) est de 73%.

FDR003 : Pour cette action, il apparaît que plusieurs académies sont passées de la « zone rouge » aux « zones orange et bleue ». 8 académies déclarent avoir réalisé l'action et 9 restent à un taux quasiment nul. Hormis ces 9 académies, le taux moyen global de déploiement est de 60%.

VOLET CONTRÔLE INTERNE COMPTABLE



Flop 5 des RCIC les moins déployés (AMR clés)

Référentiel de CIC HT2	Taux moyen	Référentiel de CIC T2	Taux moyen
Subventions aux établissements (hors forfait d'externat)	56%	Nouvelle bonification indiciaire (NBI)	51%
Bourses de l'enseignement supérieur	60%	Congé maladie ordinaire (CMO)	54%
Recettes étrangères à l'impôt et au Domaine/Fonds de concours	64%	Gestion du CLM, CLD et CGM	60%
Forfait d'externat	70%	Gestion du temps partiel	67%
Prestations d'action sociale	71%	Indemnités (hors indemnités saisies dans ASIE et STS)	67%

Flop 5 des RCIC les moins déployés (AMR clés et non clés)

Référentiel de CIC HT2	Taux moyen	Référentiel de CIC T2	Taux moyen
Subventions aux établissements (hors forfait d'externat)	54%	Gestion du CLM, CLD et CGM	45%
Recettes étrangères à l'impôt et au Domaine/Fonds de concours	55%	Heures supplémentaires saisies en établissement	45%
Bourses de l'enseignement supérieur	60%	Congé maladie ordinaire (CMO)	54%
Bourses de l'enseignement scolaire	61%	Absence de service fait	55%
Chorus : Fonctions support	63%	Gestion du temps partiel	55%

VOLET CONTRÔLE INTERNE COMPTABLE



Complément -
Pilotage :
Organisation

Taux de retour des « Compléments d'enquête » dans G2P :	80%
Nombre moyen de comité de pilotage académique/an :	2
Nombre d'académies mobilisant le secrétariat général pour le COPIL :	26



Suivi du plan d'action ministériel

Volet CIB – Etat

Période septembre 2014 – septembre 2015

RÉALISATIONS / PAM 2014-2015



- Echange sur le niveau de réalisation
 - Avec les RPROG – Cartographies des risques budgétaires majeurs
 - Avec les académies – Réseau PEMS
 - Intra-DAF – processus de budgétisation
 - (en cours de lancement) – qualité de la comptabilité budgétaire
- Echange sur les événements à prendre en compte
- Points à valider
 - Maintien de la trajectoire et vigilance sur la mise en œuvre des plans d'action et des « fiches incidents » (T3/T4 2015)
 - Redéploiement d'une partie des activités d'appui sur le volet « opérateur » (voir infra)



Suivi du plan d'action ministériel

Volet SIFm – Etat

Période septembre 2014 – septembre 2015

RÉALISATIONS 2014-2015



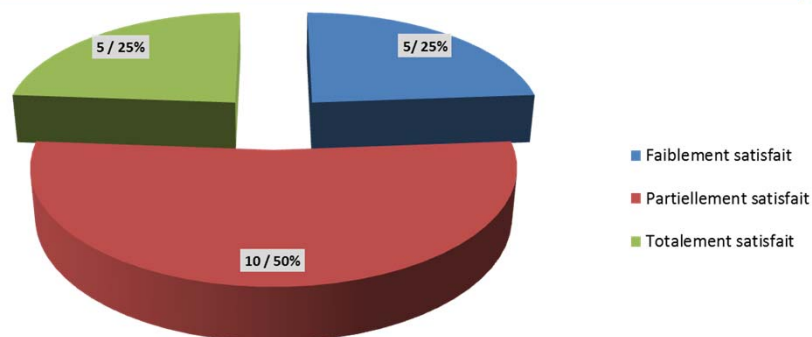
- Echange sur le niveau de réalisation

- Echange sur les événements à prendre en compte
 - Vigilance sur les habilitations CHORUS : Cour des Comptes
 - Vigilance sur les habilitations AMM : Audit interne
 - Renforcement du Support CHORUS du MENESR / phase de montée en puissance

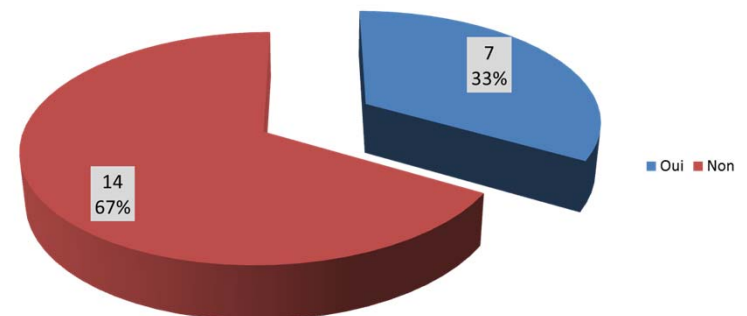
FORMATIONS A CHORUS / QUESTIONNAIRE DE MARS 2015



DEPUIS LA VAGUE DE DÉPLOIEMENT DE CHORUS, ESTIMEZ-VOUS QUE LES BESOINS EN FORMATION À CHORUS DE VOTRE PLATE-FORME ONT ÉTÉ :



ESTIMEZ-VOUS QUE VOTRE STRUCTURE EST ENTièrement AUTONOME POUR ASSURER LA FORMATION DE SES AGENTS, DANS TOUS LES DOMAINES DE CHORUS ?



QUEL AVIS PORTEZ-VOUS SUR LES ASSERTIONS SUIVANTES ?

Certains types de formation relatifs aux principes et la présentation de Chorus doivent nécessairement pouvoir être réalisés localement, sans recours possible aux formations dispensées par l'AIFE.	D'accord ou plutôt d'accord à 76%	Pas d'accord à 24%
La constitution d'un maillage inter académique de formations serait, sur le principe, une solution efficace pour répondre aux besoins de formation des « utilisateurs Chorus » (modules dépenses, RNF...)	D'accord ou plutôt d'accord à 86%	Pas d'accord à 14%
Si un réseau ministériel de formateurs est mis en œuvre, le recours aux formations dispensées par l'AIFE doit devenir exceptionnel concernant la population des « utilisateurs Chorus ».	D'accord ou plutôt d'accord à 90%	Pas d'accord à 10%
Le niveau de connaissances des CCA doit pouvoir être harmonisé par des formations « super-utilisateurs Chorus », supervisées au niveau ministériel et dispensées par l'AIFE ou des formateurs certifiés.	D'accord ou plutôt d'accord à 100%	



GESTION LOCALE DES HABILITATIONS



Date d'entrée G.L.U.	Académies
Juillet 2013	Amiens, Toulouse, Versailles
Juin 2014	Créteil, La Réunion, Lyon, Orléans, Reims
Mars 2015	Caen, Clermont-Ferrand
Avril 2015	Aix, Guadeloupe, Limoges, Martinique, Rouen, Strasbourg



Suivi du plan d'action ministériel

Volet CIB / CIC – Opérateurs

Période septembre 2014 – septembre 2015

RÉALISATIONS / PAM 2014-2015



- Echange sur le niveau de réalisation
 - Focus sur l'expérimentation d'une démarche CIB à l'AMUE

- Echange sur les événements à prendre en compte
 - Priorité GBCP
 - « figures imposées » par la DGFIP (enquête)
 - Perspective d'arrêté CIC/CIB des opérateurs

- Points à valider / nouveaux travaux pris en charge par le chef de projet CIB
 - En mode projet : prolonger l'expérimentation au sein d'établissements (cible mars 2015 : 2 EPST, 2 universités ?) et publier une documentation de la « démarche MENESR »
 - Appuyer l'AMUE sur le sujet
 - Anticiper la publication de l'arrêté / valorisation de la « démarche MENESR » de CIB

AUTRES RÉALISATIONS 2014-2015



- Accompagnement de l'AMUE pour réaliser une cartographie des risques budgétaires majeurs :
 - La direction des affaires financières a aidé l'AMUE à élaborer sa cartographie des risques budgétaires majeurs.
 - Il s'agissait d'une expérimentation dont l'objectif était d'éprouver la méthodologie employée au MENESR et le cas échéant de procéder à des ajustements.
 - L'AMUE réalisera une restitution sur les travaux menés lors de son conseil d'administration.

Actions AMUE

- Détermination des objectifs alloués à cette démarche
- Identification des acteurs à impliquer, réalisation des entretiens et rédaction des fiches de risques
- Préparation de l'atelier et animation de l'atelier de cotation des risques
- Construction d'un plan d'action

Actions MENESR

- Appui à l'équipe projet de l'AMUE pour définir la méthodologie, participation à des entretiens, travaux de « rationalisation » des risques...
- Participation à l'animation de l'atelier de cartographie

CONCLUSION

- Une démarche qui a intéressé l'ensemble de la structure
- Un outil d'échange avec le ministère



Suivi du plan d'action ministériel

Volet EPLE

Période septembre 2014 – septembre 2015



Laurent Pellen – Chef de département

Marina Bihi – Chef de projet CIC

David Labrousse – Chef de projet CIB
david.labrousse@education.gouv.fr